

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°19 2024

## Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : La Banque centrale afghane appelle la Banque mondiale à accélérer le processus de reprise du projet CASA-1000 ;
- ❖ **Bangladesh** : L'inflation a rebondi en mai, portée par une forte augmentation des prix alimentaires ;
- ❖ **Bhoutan** : État des lieux de la dette publique du Bhoutan ;
- ❖ **Inde** : La croissance du PIB réel de l'exercice 2023-24 dépasse les estimations ;
- ❖ **Népal** : Le ministre des Finances cible 6% de croissance pour l'exercice budgétaire prochain ;
- ❖ **Pakistan** : Ralentissement de l'inflation à 11,8% en mai ;
- ❖ **Sri Lanka** : Sri Lanka atteint sa cible d'IDE pour 2024 ;

### À RETENIR

**8,2% contre 7%**

Chiffre de la croissance indienne du  
PIB réel pour l'exercice 2023-24

# Afghanistan

## La Banque centrale afghane appelle la Banque mondiale à accélérer le processus de reprise du projet CASA-1000

La Banque centrale d'Afghanistan, DABS, a demandé à la Banque mondiale de reprendre les travaux sur le projet CASA-1000 en Afghanistan. CASA-1000 est un projet régional d'une valeur de 1,2 Md USD, reliant l'Asie centrale à l'Asie du Sud. Les travaux sur le tronçon afghan ont été interrompus après la prise de pouvoir des Talibans en août 2021. Avant cette interruption, environ 18 % des pylônes de la ligne de transmission afghane étaient érigés et 95 % des matériaux et équipements nécessaires à l'achèvement du projet avaient été livrés. Le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Pakistan ont poursuivi la mise en œuvre du projet et les travaux de construction sont presque terminés dans ces trois pays.

Hekmatullah Maiwandi, porte-parole de la Banque centrale afghane, a ajouté que l'achèvement de ce projet énergétique pourrait générer 70 M USD de recettes annuelles pour l'Afghanistan et améliorer la sécurité énergétique régionale. Selon M. Maiwandi, la DABS est prête à coopérer avec la Banque mondiale pour relancer le projet CASA-1000 en Afghanistan dès que possible.

Parallèlement, le ministère de l'Énergie et de l'Industrie du Kirghizistan a annoncé que son pays et le Tadjikistan commenceraient à exporter de l'électricité vers le Pakistan via l'Afghanistan en 2025. L'ancien directeur de la DABS a souligné l'importance régionale du projet CASA-1000, où le Kirghizistan et le Tadjikistan sont les exportateurs d'énergie, l'Afghanistan assure le transit de l'électricité, et le Pakistan en est l'acheteur.

Si le projet CASA-1000 n'est pas achevé, le Kirghizistan, le Pakistan et le Tadjikistan pourraient subir des pertes économiques et financières considérables, notamment un milliard de dollars d'actifs inutilisés.

La Banque mondiale, dans le cadre de son approche 3.0, a décidé de reprendre le programme CASA-1000 en établissant un cadre extrêmement limité et protégé. Cela garantirait que tous les paiements et les recettes futures puissent être gérés en dehors du contrôle de l'administration talibane. Ces dispositions incluent le recours à des consultants internationaux pour superviser les travaux, le respect des normes de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque mondiale, et un contrôle par un tiers pour vérifier l'avancement des travaux et certifier les factures des entrepreneurs. La phase de construction s'appuiera sur des accords contractuels existants, les entreprises étant réglées en dehors de l'Afghanistan grâce au financement existant de l'IDA16.

## L'ouverture du port de Chabahar, de nouvelles perspectives pour le commerce de la région Asie du Sud

Deux semaines après que les autorités indiennes eurent signé avec l'Iran un contrat de développement du port de Chabahar d'une durée de dix ans, le ministère indien des Affaires extérieures a déclaré que ce port était essentiel pour renforcer la connectivité régionale entre l'Asie du Sud et l'Asie centrale. Randhir Jaiswal, porte-parole du ministère indien, a expliqué lors d'une conférence de presse que le port de Chabahar, outre l'aide fournie au peuple afghan, serait utilisé pour développer le commerce avec les pays d'Asie centrale. Il a précisé que l'Inde fournit depuis plusieurs années de l'aide humanitaire par l'intermédiaire de ce port, et que ce projet spécifique contribuerait à améliorer la connectivité, entraînant de nombreux avantages pour les pays de la région.

Abdul Latif Nazari, vice-ministre de l'Économie par intérim, a ajouté : "Notre politique vise à développer les échanges économiques et commerciaux avec la région. Le port de Chabahar peut jouer un rôle crucial dans le développement et l'augmentation des interactions économiques entre l'Afghanistan et ses voisins."

L'intérêt du port de Chabahar pour l'Afghanistan est considérable, car il offre une alternative au port de Karachi et ouvre ainsi de nouvelles opportunités économiques. Selon les rapports, l'Inde investira 120 M USD dans la fourniture d'équipements portuaires stratégiques et plus de 250 M USD dans l'infrastructure de transport de Chabahar pour équiper et développer le port.

## Bangladesh

### Le budget proposé au Parlement est en légère diminution en pourcentage du PIB

Le 6 juin, le gouvernement bangladais a présenté au Parlement son budget pour l'année fiscale 2024-2025. Le budget total atteint 7 970 Mds BDT (environ 68 Mds USD), soit 14,2% du PIB, un pourcentage en baisse par rapport à l'année précédente qui était de 15,2% du PIB.

Il repose sur une prévision de croissance de 6,75% en 2024-2025 contre 5,82% attendus pour 2023-24 et 5,78% réalisés en 2022-23 et sur une hypothèse de fort reflux de l'inflation à 6,5%. Ces hypothèses sont légèrement plus optimistes que celles des institutions internationales. Le FMI anticipe une croissance d'environ 5,7% pour FY24. De son côté, la Banque mondiale considère que le PIB réel du Bangladesh devrait ralentir à hauteur de 5,6% cette année alors que la Banque asiatique de développement est plus optimiste avec une croissance de 6,1% sur un an. Il semble par ailleurs difficile d'inscrire l'inflation sur une trajectoire baissière qui la ramènerait à 6%, alors que celle-ci était en hausse à 9,89% en mai.

Les recettes fiscales devront atteindre 9,7% du PIB, soit 5 450 Mds BDT (environ 46,5 Mds USD). Cette prévision devrait être bien accueillie alors que les services du FMI, en mission à Dacca en mai 2024, ont appelé le gouvernement à poursuivre ses efforts pour augmenter ses recettes fiscales. Cependant, elle supposera un effort important, dans la mesure où en 2023, les recettes fiscales effectives du pays s'élevaient à 7,6% du PIB, soit l'un des ratios recettes fiscales/PIB les plus faibles au monde.

Le déficit est prévu à 2 510 Mds BDT, soit 4,6% du PIB contre 5,2% l'année dernière. Il serait financé à 36% par des ressources externes (environ 7,7 Mds USD contre 9 Mds USD en glissement annuel) et à 64% par des financements internes (notamment par le secteur bancaire).

Le programme de développement annuel (ADP) pour l'année fiscale 2024-2025 s'élèverait à 2650 Mds BDT (22.5 Mds USD), soit un budget en légère hausse sur un an (2630 Mds BDT). A l'instar de l'an dernier, les secteurs des transports et des communications représenteront les principales dépenses de l'ADP (27%), alors que celui de l'énergie sera le deuxième poste, avec environ 15% des dépenses totales. Alors que les allocations des deux premiers secteurs sont en baisse en glissement annuel (respectivement -7% et -8%), les dépenses en éducation et en santé augmentent, respectivement de 5,5% et 27%. Elles restent néanmoins relativement faibles, à hauteur de respectivement 12% et 8% des dépenses totales.

## L'inflation a rebondi en mai, portée par une forte augmentation des prix alimentaires

En mai 2024, le taux d'inflation au Bangladesh a atteint 9,89%, comparé à 9,74% le mois précédent. Cette hausse a été principalement influencée par l'augmentation significative de l'inflation alimentaire, qui est passée de 10,22% à 10,76%. La Bangladesh Bank a récemment déclaré que des interventions sur le marché étaient nécessaires pour réduire l'écart croissant entre les prix de détail et de gros des articles essentiels, qui contribue à une forte inflation alimentaire.

Cette hausse de l'inflation intervient également dans un contexte où la Banque centrale a pris d'importantes décisions au début de mois avec : 1/ une dévaluation du taka par rapport au dollar d'environ 5%, renchérissant les importations ; et 2/ la fin du mécanisme d'encadrement des taux d'intérêt pour les banques commerciales (dit SMART), dont le corridor était centré autour de la moyenne des taux des bons du Trésor sur six mois et portait atteinte à l'efficacité du canal des taux d'intérêt, en vue de renchérir le coût du crédit et ainsi limiter l'inflation. Depuis le 8 mai, les banques peuvent donc déterminer elles-mêmes leurs taux d'intérêt en fonction du marché.

## Très légère hausse des emprunts à l'étranger du secteur privé, après des mois de baisse

En avril, l'encours des crédits externes à court terme du secteur privé a légèrement augmenté, de 11,04 Mds USD en mars 2024 à 11,10 Mds USD en avril, mettant fin à plus d'un an de baisse continue. L'encours s'élevait à 13,9 Mds USD en avril 2023.

À cause de la dépréciation du taka par rapport au dollar et des taux d'intérêt sur les marchés internationaux comparativement élevés par rapport au marché domestique, le secteur privé a préféré différer ces investissements, recourir à des emprunts en devise nationale et rembourser les crédits existants. Par ailleurs, les restrictions d'importation limitent les besoins de financement des importations.

Récemment, l'assouplissement des restrictions à l'importation (assouplissements relatifs au Ramadan et à l'Aïd) a incité les entreprises à contracter davantage de prêts en devises. Cette hausse de l'encours de crédits externes coïncide avec une légère baisse de la demande de crédit du secteur privé auprès des canaux bancaires domestiques.

Les principaux créanciers de cette dette privée de court-terme sont les Emirats Arabes Unis, Hong Kong, la Chine, l'Inde et le Royaume-Uni.

## En mai, les recettes d'exportation ont fortement chuté

En mai 2024, les exportations ont affiché une baisse de 16% sur un an, atteignant près de 4,07 Mds USD. Bien que l'ensemble des exportations sur la période juillet 2023-mai 2024 ait enregistré une croissance de 2 % pour atteindre 51,54 Mds USD, les recettes demeurent inférieures de 8,47% à l'objectif fixé pour cette période.

En détail, sur le mois de mai, les recettes du secteur textile ont enregistré une baisse de 17 % par rapport à mai 2023, s'élevant à 3,35 Mds USD. Cette baisse des recettes est imputable à une diminution des prix de vente de vêtements fabriqués localement, tandis que les coûts de production ont augmenté en raison de la hausse des salaires, des taux d'intérêt bancaires et du coût des transports, impactant la compétitivité des entreprises bangladaises. En outre, la baisse de la demande d'importations sur le

marché européen, principale destination des exportations de textiles, a contribué à la diminution des recettes.

# Bhoutan

## État des lieux de la dette publique du Bhoutan

La dette publique totale du pays a augmenté de plus de 156 M USD au cours du premier trimestre de l'année 2024 par rapport aux trois derniers mois de l'année 2023.

Le ministre des Finances, Lekey Dorji, a déclaré qu'au 31 mars, la dette publique totale s'élevait à plus de 3,5 Mds USD, soit 130 % du PIB, dont la majeure partie concerne des projets hydroélectriques.

La dette extérieure a augmenté de 3 Mds USD à 3,1 Mds USD entre janvier et mars. En effet, la majeure partie de la dette extérieure, 2 Mds USD, concerne les six projets hydroélectriques de Punatsangchhu I et II, Dagachhu, Mangdechhu, Nikachhu et Basochhu.

De même, la dette intérieure a augmenté d'environ 48 M USD pour atteindre 381 M USD au cours de la même période.

Le ministre des Finances, Lekey Dorji, a déclaré que le gouvernement s'efforçait d'accélérer l'avancement des projets hydroélectriques, notamment dans l'optique de remboursement de la dette.

La dette totale hors projets hydroélectriques s'élève à 1,1 Md USD. Sur le total de la dette hors hydroélectricité, 901 M USD correspondent à des prêts de soutien budgétaire, tandis que les dettes des entreprises et de la Banque centrale représentent respectivement 99 M USD et 119 M USD.

# Inde

## *Indicateurs macroéconomiques*

### Perspectives économiques de l'Inde à la lumière des résultats électoraux

Alors que les sondages « sortie des urnes » accordaient une forte majorité au parti principal de la coalition au pouvoir, le BJP, ce dernier a perdu 63 sièges au sein de la Chambre basse, revenant de 303 à 240 députés. Il s'agit du plus mauvais résultat du BJP depuis 2014, le parti charnière perdant pour la première fois la majorité absolue, qu'il avait conquise en 2014 avec plus de 280 députés, et confortée en 2019 avec 303 sièges remportés sur 545. De l'avis de la plupart des conjoncturistes, ces résultats ne devraient pas modifier sensiblement la trajectoire de croissance de l'Inde. En effet, la coalition au pouvoir, constituée du BJP et de ses alliés, dispose de 292 sièges, ce qui augure une relative stabilité gouvernementale ; les caractéristiques lourdes de l'économie, notamment la démographie, la volonté de l'Inde de s'insérer davantage

dans les chaînes de valeur internationales, devraient permettre à celle-ci de continuer de croître à un rythme proche de sa tendance de long terme, soit 6 %. La politique économique devrait également poursuivre un objectif de continuité, la consolidation budgétaire, notamment à la lumière de l'inclusion indicielle qui impose au gouvernement central d'être rigoureux dans la gestion de ses finances publiques, et une orientation de la politique monétaire fondée sur l'ancrage des anticipations d'inflation, la convergence de l'indice des prix à la consommation vers le centre de la cible d'inflation, et au plan externe, sur la volonté de la RBI de minimiser la volatilité historique du taux de change.

On peut toutefois s'attendre, s'agissant du budget présenté par le ministre des Finances courant juillet, appelé à préciser les orientations du budget intérimaire présenté en février dernier, à ce que ce Budget cherche à donner une impulsion à la consommation privée, qui a été sacrifiée au profit du plan de relance par les infrastructures au cours des trois derniers exercices budgétaires.

Enfin, il n'est pas certain que la nouvelle administration puisse porter les réformes structurelles dont l'économie a besoin pour voir son potentiel de croissance rehaussé. On voit mal en effet le gouvernement Modi III ressusciter les réformes du secteur agricoles qu'il avait insufflées en 2020 mais dû rapporter en novembre 2021, face à l'ampleur des manifestations agricoles. Il en va de même du code du Travail, extrêmement rigide, et qui contribue à expliquer la faible capacité de l'économie indienne à produire des emplois, notamment formels.

## La croissance du PIB réel de l'exercice 2023-24 dépasse les estimations

Dans un contexte de ralentissement mondial, le produit intérieur brut (PIB) de l'Inde a été supérieur aux prévisions en enregistrant une croissance de 7,8 % au cours du dernier trimestre 2023/2024 de janvier à mars. Ainsi, pour l'année budgétaire 2023-24, le ministère des Statistiques et de la Mise en Œuvre des Programmes a annoncé une croissance du PIB de 8,2 %, surpassant l'estimation précédente de 7,6 % et la performance de 7,0 % enregistrée en 2022-23. Cette performance témoigne de la relative résilience de l'Inde face aux chocs extérieurs, confirmant son statut de pays à la croissance la plus rapide au monde.

La valeur ajoutée brute (VAB) réelle a progressé de 7,2 % en 2023-24, contre 6,7 % en 2022-23 et 6,3 % au dernier trimestre de l'année budgétaire. Cette croissance a été principalement tirée par les secteurs de l'industrie manufacturière et de la construction. Le secteur manufacturier, en particulier, a été un moteur clé avec une hausse de 9,9 % en 2023-24, contrastant fortement avec la baisse de 2,2 % l'année précédente. Le secteur des mines a également connu une croissance significative de 7,1 % contre 1,9 % l'année précédente. Ces évolutions sont principalement dues à la diminution des prix des matières premières et à la poursuite du programme gouvernemental de dépenses publiques. Ainsi, du côté de la demande, la croissance a été principalement soutenue par la formation brute de capital fixe, augmentant de 9,0 %. Cependant, il est important de souligner que la part de l'industrie manufacturière dans le PIB stagne à 14 % de la valeur ajoutée en 2023-24, et ce, malgré les nombreux programmes gouvernementaux visant à stimuler ce secteur. En tête avec 23% de la valeur ajoutée brute, le secteur des services, comprenant les services financiers, immobiliers et professionnels, continue de dominer, représentant l'avantage comparatif majeur du pays.

En revanche, le secteur agricole décélère en glissement annuel passant d'un rythme de croissance de 4,7% à 1,4%, tout comme le secteur du commerce, hôtellerie et

communication qui passe de 12% à 6,4%, en lien avec une consommation des ménages atone, comme en témoignent les dépenses de consommation finale privée qui stagnent à 4,0 %.

À la suite de la performance de croissance de l'exercice 2023-24, la Reserve Bank of India (RBI) a relevé ses prévisions de croissance du PIB réel pour l'exercice 2024-25 (FY25) à 7,2 %, contre 7,0 % précédemment. Toutefois, plusieurs facteurs concomitants sont susceptibles de freiner la croissance au cours du premier semestre de l'exercice 2024/25, des marchés extérieurs déprimés, une consommation des ménages médiocrement orientée et les incertitudes afférentes au budget 2024/2025. Les économistes prévoient une décélération de la croissance du PIB par rapport aux 8,2 % enregistrés au cours de l'exercice 24.

## Prévisions favorables pour le déficit budgétaire

Le déficit budgétaire pour l'exercice fiscal 2023-24 a été contenu à 5,6 % du PIB, inférieur à l'estimation révisée de 5,8 %, notamment grâce à une réduction des dépenses et à une augmentation des recettes. Cette performance favorable, soutenue par un transfert de dividende record de la RBI, rend l'objectif de réduction du déficit budgétaire à 5,1 % du PIB pour 2024-25 encore plus réaliste.

Les dépenses de fonctionnement ont diminué de 1,3 % pour atteindre 418 Mds USD (34 940 Mds INR), tandis que les recettes totales ont atteint 334 Mds USD (27 890 Mds INR), dépassant de 1,2 % l'estimation. Les recettes fiscales nettes ont légèrement dépassé les prévisions, à 23 270 Mds INR (279 Mds USD), tandis que les recettes non fiscales ont dépassé l'objectif de 6,9 %, pour atteindre 4 020 Mds INR (48 Mds USD).

Pour la troisième année (sur les quatre dernières années), le déficit s'inscrit en deçà des attentes, confirmant les engagements pris par le gouvernement en matière de consolidation budgétaire. C'est sur cette lancée ainsi que sur une prévision de croissance de 7,0% en 2024-25 et une amélioration des perspectives de l'Inde par S&P Global Ratings, que le nouveau gouvernement Modi pourrait décider d'une cible encore plus resserrée, sous réserve d'un redéploiement d'une partie du surplus généré par le dividende de la RBI vers la consommation privée. Cette réduction permettrait d'abaisser les emprunts gouvernementaux aujourd'hui estimés à 14 130 Mds INR (169 Mds USD) pour 2024-25. Le gouvernement doit se prononcer sur le sujet en juillet, les experts estimant que la prévision peut être établie entre 4,9 et 5,1%.

## Les secteurs manufacturiers et des services impactés par la vague de chaleur

La forte vague de chaleur sévissant dans certaines régions du pays a freiné l'expansion des secteurs des services et manufacturier, qui ont atteint leurs plus bas niveaux en respectivement cinq et trois mois, bien que la croissance soit restée robuste en mai grâce à une hausse des commandes à l'exportation.

L'Indice HSBC de l'activité des services en Inde est resté nettement au-dessus de la barre neutre de 50 en mai, indiquant une forte hausse de la production. Cependant, il a diminué de 60,8 en avril à 60,2 en mai, son plus bas niveau depuis décembre dernier. La croissance a été soutenue par l'augmentation des ventes, des gains de productivité et la vigueur de la demande, bien que la concurrence et les pressions sur les prix aient quelque peu freiné cette progression.

En ce qui concerne le secteur manufacturier, l'Indice de HSBC India est revenu de 58,8 en avril à 57,5 en mai. Malgré cette baisse, le chiffre reste bien au-dessus de la moyenne

à long terme de l'enquête. Le recul de l'indice est imputable aux vagues de chaleur, en effet, en liaison avec des températures pouvant dépasser les 50°C ; les entreprises ont ainsi été contraintes de réduire les heures de travail de leurs employés, impliquant ainsi une baisse de la production. Toutefois, la croissance est restée robuste grâce à des ventes bien orientées, qui atteignent leur plus haut niveau en treize ans. Les dernières données ont reflété une poursuite de l'augmentation de la production des usines indiennes, marquant presque trois ans d'expansion continue.

## Marchés financiers

### Forte chute des indices boursiers en réaction aux résultats des élections

Les indices boursiers indiens ont chuté au lendemain des élections, enregistrant leur plus forte baisse depuis la crise COVID en mars 2020, après les résultats inférieurs aux prévisions du principal parti dirigeant la coalition au pouvoir, le Bharatiya Janata Party (BJP), aux élections générales (cf. supra). Bien que la coalition National Democratic Alliance (NDA) dirigée par le BJP, qui dispose de la majorité absolue des sièges, soit appelée à former le gouvernement, les investisseurs craignent que l'absence de majorité absolue du BJP ne compromette les réformes économiques.

Le BSE Sensex a chuté de 5,7 % (4 389 points) pour clôturer à 72 079 points et le Nifty a baissé de 5,9 % (1 379 points) pour finir à 21 884 points. Cette chute survient après la hausse la plus forte depuis février 2021 survenue la veille des résultats et basée sur des sondages qui se sont révélés erronés. La capitalisation boursière totale de l'Inde a diminué de 31 000,0 Mds INR (371,4 Mds USD) et les actions des entreprises du secteur public ont reculé de 15,7 %.

Les investisseurs étrangers ont vendu pour 124,3 Mds INR (1,5 Md USD) d'actions tandis que les investisseurs locaux ont acheté pour seulement 33,2 Mds INR (400,0 MUSD). L'indice de volatilité (VIX), qui traduit l'aversion au risque des investisseurs, a augmenté de 23,7 % pour atteindre 25,9, son plus haut niveau depuis mars 2022. Les actions des entreprises de consommation, telles que Hindustan Unilever et D-Mart, ont augmenté de 4,0 à 6,0 %, dans l'anticipation d'une stimulation de la consommation rurale par le gouvernement.

Grandes perdantes de ces élections, les entreprises du groupe Adani ont subi de fortes chutes, dont certaines comprises entre 10,0 et 20,0 % pendant que les obligations Adani ont reculé de 25 points de base. Les coûts d'emprunt pour les entreprises du groupe Adani devraient augmenter, à cause de la prime de risque intégrée par les investisseurs sur le marché secondaire de ces obligations, en raison de la perte de majorité absolue du gouvernement Modi.

## Maldives

### Dégradation de la performance fiscale

Sur l'année 2023, le déficit budgétaire des Maldives s'est creusé pour atteindre 13,2% du PIB, contre 12,0% en 2022. D'une part, l'archipel a fourni un effort d'augmentation

des recettes, passées de 29,8% à 32,2% du PIB en glissement annuel. C'est principalement la conséquence de l'augmentation du niveau de collecte fiscale, en particulier du fait de la *Goods and Services Tax* ou GST, dont la collecte a augmenté de 2,8 points de PIB par rapport à 2022 pour atteindre 13,0% du PIB. Les touristes étant soumis à un taux spécifique plus élevé que les ressortissants nationaux (Tourist GST), la reprise du nombre d'entrées touristiques sur le territoire a largement contribué à cette dynamique. Mais d'autre part, cet effort d'assainissement a été contrebalancé par une plus forte augmentation des dépenses publiques, à hauteur de 17,9% pour atteindre 46,4% du PIB en 2023. Il faut y voir le résultat de la hausse de la charge de la dette (7,9%), de la conduite de projets d'infrastructures par le gouvernement (extension du terminal aéroportuaire de Velana, complexes hôteliers et immobiliers) et du maintien des subventions à la population sur les produits alimentaires et l'énergie (3,0% du PIB). Dans ce contexte, se développe une incertitude croissante en ce qui concerne la soutenabilité de la dette maldivienne, qui s'élève désormais à 8,0 Mds USD soit 122,9% du PIB et risque d'être creusée par un nouveau déficit budgétaire en 2024.

## Népal

### Le ministre des Finances cible 6% de croissance pour l'exercice budgétaire prochain

En réponse aux préoccupations soulevées lors de la réunion de l'Assemblée nationale mardi, le ministre des Finances, Barsha Man Pun, a assuré que la gestion des ressources budgétaires serait suffisante pour mettre en œuvre le budget. Il a souligné que le budget inspire confiance au secteur privé grâce à une allocation élevée pour les dépenses en capital, tout en notant que les dépenses courantes prévues pour l'année à venir sont inférieures à celles de l'année budgétaire en cours.

Selon le ministre, avec la mise en œuvre effective des politiques et des programmes budgétaires, un taux de croissance économique de 6 % est réalisable, et les objectifs du 16<sup>ème</sup> Plan quinquennal seront progressivement atteints sans trop de difficultés.

Le ministre a également indiqué que les secteurs de la santé et de l'éducation sont des priorités absolues, avec des allocations respectives de 22 M USD et 44 M USD supérieures à celles de l'année en cours.

L'atténuation et l'adaptation au changement climatique figurent également parmi les priorités, avec la mise en œuvre de programmes de résilience climatique visant en particulier les communautés traditionnelles.

Enfin, le ministre a affirmé que le ratio de la dette par rapport au PIB du pays demeure inférieur à 40 %, contribuant ainsi à la stabilité économique du pays.

## Pakistan

### Ralentissement de l'inflation à 11,8% en mai

Selon les données publiées par l'Office des statistiques du Pakistan - Pakistan Bureau of Statistics (PBS) – l'inflation a fortement ralenti au mois de mai pour s'établir à 11,8% (en g.a.), un niveau inférieur aux prévisions du ministère des Finances qui tablait sur une inflation de l'ordre de 13,5-14,5% dans son *Monthly Economic Update and Outlook* d'avril. L'inflation enregistre ainsi son plus bas niveau depuis novembre 2021, avec une

baisse plus marquée dans les zones rurales (8,2%) que dans les villes (14,3%). En glissement mensuel, l'inflation a ralenti de 3,2%. En moyenne, sur la période juillet 2023-mai 2024, l'inflation s'est élevée à 24,52%, comparé à 29,16% sur la même période 2022-2023.

En glissement annuel, les prix des produits alimentaires, notamment les oignons, ont augmenté de 86,64%, les tomates de 55,46%, les condiments et les épices de 39,17%, tandis que le prix du blé a diminué de 29,06%, la farine de blé de 28,48% et le poulet de 22,30%.

Dans ce contexte, les marchés anticipent que la Banque centrale révisé à la baisse son taux directeur -actuellement à 22% - lors du prochain comité de politique monétaire qui se tiendra le 10 juin.

## Progression de 10,65% des exportations pakistanaïses sur les onze mois de l'exercice budgétaire 2024

Selon les données de l'Office pakistanais des statistiques, les exportations ont progressé de 10,65% au cours des onze mois de l'exercice budgétaire en cours, pour s'établir à 28 Mds USD, contre 25 Mds USD sur la même période de l'année dernière.

Au cours de la période sous revue, le déficit commercial s'est réduit de 15,25%, pour s'établir à 21,7 Mds USD, contre 25,6 Mds USD en 2023.

A la faveur de la suppression progressive des mesures de contingentement des importations, celles-ci ont progressé de 13,89% en mai (en g.a.).

## Visite en Chine du Premier ministre Shehbaz Sharif

Le Premier ministre pakistanais effectue une visite de cinq jours, du 4 au 8 juin, en Chine. Il s'agit de son premier déplacement en Chine depuis le début de son nouveau mandat à la tête du gouvernement, avec pour objectif de réactiver la seconde phase du CPEC – le corridor économique sino-pakistanais – et relancer les grands projets d'infrastructures (ligne ferroviaire ML-1, développement du port de Gwadar, Karakoram highway) et de renforcer la coopération économique en attirant des investisseurs privés, en particulier dans les secteurs de la tech. Lors de sa rencontre avec les dirigeants de Huawei, Shehbaz Sharif a invité l'entreprise chinoise à investir dans les secteurs de la fiscalité et de la gouvernance électronique au Pakistan, en plus de renforcer sa présence dans les différents projets de Safe City. Un accord cadre a été signé entre Huawei et le ministère pakistanais de la Science et de la Technologie pour la formation de 200 000 jeunes Pakistanais dans les domaines des technologies de l'information, y compris de l'intelligence artificielle. On notera que cette visite a une conséquence directe en termes de politique interne avec le report de la présentation du budget pour l'année fiscale 2025 (1<sup>er</sup> juillet 2024-30 juin 2025) initialement prévue le 8 juin.

## Aviation civile – blocage du rapatriement des revenus des compagnies aériennes

L'association du transport aérien international (IATA - International Air Transport Association) a appelé le Pakistan à lever les restrictions sur le rapatriement des recettes des compagnies aériennes. Ces mesures, introduites alors que le pays devait préserver ses réserves de change, ont conduit au blocage de 399 M USD de revenus que les compagnies aériennes n'ont pas été en mesure de rapatrier. IATA rappelle que le

rapatriement rapide des revenus est essentiel pour le paiement des dépenses libellées en dollars. Elle indique par ailleurs que le Pakistan devrait simplifier le processus de rapatriement, qui prévoit actuellement l'obligation de fournir des certificats d'audit et un certificat d'exonération fiscale, qui entraînent des retards inutiles.

## Aviation civile – six entreprises retenues pour l'appel d'offres de PIA

Le ministère des Privatisations a annoncé la liste des six entreprises qualifiées pour participer à l'appel d'offres pour l'acquisition de Pakistan International Airlines (PIA). Sur les huit entreprises qui avaient participé à la phase d'expression d'intérêt, six ont été retenues, il s'agit de : Air Blue, Arif Habib Corporation, Blue World City, Fly Jinnah, Pak Ethanol (Pvt) Consortiums, et YB Holdings Consortiums.

# Sri Lanka

## Sri Lanka atteint sa cible d'IDE pour 2024

Le 4 juin 2024, le Ministre de la Promotion de l'Investissement, Dilum Amunugama a dressé le bilan des entrées de capitaux à Sri Lanka au premier trimestre. La cible annuelle d'IDE, fixée à 1 Md USD, a été atteinte dès le premier trimestre 2024. Le projet de centrale éolienne à Mannar et Pooneryn, confié au groupe indien Adani, représente la grande majorité de ces flux (800 M USD environ), le reste étant le fait d'entreprises ayant investi par le biais du *Board of Investment* (BOI), pour un montant de 320 M USD.

## Signature d'un contrat entre United Petroleum Lanka Pvt Ltd et le Board of Investment of Sri Lanka

Le 4 juin 2024, United Petroleum Lanka Pvt Ltd a signé un contrat avec le *Board of Investment of Sri Lanka* (BOI), sous l'égide du ministère de l'Énergie, pour fournir des produits pétroliers sur le marché sri-lankais. United Petroleum Australia Pty Ltd, leader australien avec plus de 500 stations-service, est dirigée par Avi Silver et Eddie Hirsch. United Petroleum met l'accent sur la qualité, la sécurité et l'environnement. United Petroleum prévoit de moderniser le secteur pétrolier sri-lankais avec 150 stations-service existantes et la construction de 50 nouvelles stations. La nouvelle entité, United Petroleum Lanka Pvt Ltd, sera dirigée par le Dr Prabath Samarasinghe, ancien membre de CEYPETCO. Le contrat a été signé par Dinesh Weerakkody, président du BOI, et le Dr Samarasinghe lors d'un événement organisé par le BOI Sri Lanka.

## Baisse de l'inflation à 0,9% au mois de mai

En mai 2024, l'inflation en glissement annuel a baissé de 0,6 point pour atteindre 0,9 %, conformément aux projections de la Banque centrale du Sri Lanka (CBSL), contre 1,5 % en avril 2024. Les prix des denrées alimentaires n'ont pas évolué en mai 2024 tandis que l'inflation des produits non alimentaires a légèrement augmenté à 1,3 % en mai contre 0,9 % en avril. L'inflation sous-jacente a légèrement augmenté à 3,5 % en mai contre 3,4 % en avril. Selon les prévisions de la Banque Centrale, à court terme, l'inflation devrait rester en deçà de l'objectif de 5 %, bien que des risques à la hausse subsistent. Les projections d'inflation sont incertaines, avec des risques à la hausse liés aux prix de l'énergie, aux conditions météorologiques et au prix de l'électricité.

## Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
<b>Bangladesh</b>	B1	Stable	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
<b>Pakistan</b>	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC-	Négative	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[david.karmouni@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : [david.karmouni@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtresor.gouv.fr)